



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 336 du 26 mai 2024

Au sommaire :

- **Contre le pouvoir colonial de l'État français, le pouvoir démocratique des travailleurs pour garantir le droit à l'autodétermination du peuple kanak** - *Galia Trépère*
- **Les crimes de Nétanyahou sont ceux de l'État sioniste, les crimes sans fin de ses commanditaires occidentaux** - *Yvan Lemaitre*
- **Contre l'extrême droite au service de l'offensive capitaliste réactionnaire et militariste, les travailleurs ont besoin de leur propre politique pour changer le monde** - *François Minvielle*

Contre le pouvoir colonial de l'État français, le pouvoir démocratique des travailleurs pour garantir le droit à l'autodétermination du peuple kanak

« La première chose, c'est l'ordre, le calme et la paix. Il y aura 3000 forces de sécurité intérieure dans quelque temps [...]. Ces forces resteront aussi longtemps que nécessaire, même pendant les Jeux olympiques et paralympiques ». Dès son arrivée à Nouméa, Macron s'est posé en chef du pouvoir colonial, revendiquant la répression contre le soulèvement de la jeunesse kanak et affirmant qu'il ne reculerait ni sur la réforme du corps électoral ni sur la possibilité d'un nouveau referendum d'autodétermination. « L'apaisement, a-t-il insisté, ne peut pas être le retour en arrière ». Contraint de faire le voyage en Nouvelle-Calédonie pour tenter de reprendre la main face aux critiques qui se sont fait entendre jusque dans son propre camp, il a annoncé qu'il pourrait accorder, grand prince, un délai de « quelques semaines » avant le vote de la réforme au Congrès, craignant en réalité de ne pas obtenir la majorité des deux tiers nécessaire pour la faire adopter. D'ici là, une « mission » conduite par trois hauts fonctionnaires de l'État français venus avec lui serait chargée de permettre « une reprise du dialogue ».

Le pouvoir colonial s'appuie sur les milices armées anti-indépendantistes

Le dialogue, c'est avec la droite anti-indépendantiste calédonienne, colonialiste et ultra-réactionnaire que Macron le mène. Il évoque « un racisme qu'on ne pensait pas voir revenir », faisant écho au « racisme anti-blancs » prêté aux jeunes kanak par Sonia Backès, la présidente de la province Sud, qu'il avait propulsée secrétaire d'État à la

Citoyenneté en juillet 2022. Celle-ci déclarait lors d'une manifestation en faveur du dégel du corps électoral en mars dernier : « Je le dis à Paris aux parlementaires qui tremblent : le bordel, c'est nous qui le mettrons si on essaie de nous marcher dessus ! ». Et ces derniers jours, elle et deux autres chefs de file anti-indépendantistes n'ont cessé de réclamer davantage de forces de police et davantage de répression.

Macron leur a répondu à Nouméa : « Nous allons reprendre pas à pas chaque quartier, chaque rond-point et chaque barrage ». Non content d'avoir déployé 3000 policiers et gendarmes, il donne son blanc-seing aux milices anti-indépendantistes, armées, qui ont déjà tué trois kanak, de 17, 22 et 36 ans. D'autres sont portés disparus, on ne connaît pas le nombre exact de morts et de blessés. Vendredi un manifestant kanak a été tué par un policier.

Dans les années 80, les kanak étaient concentrés surtout dans les petites îles de l'archipel et le nord de la grande île. Ils sont aujourd'hui nombreux dans la province Sud et la région de Nouméa. Et comme l'a montré la progression des « oui » au deuxième referendum pour l'autodétermination, en novembre 2020, les indépendantistes risquaient de devenir majoritaires, bien que les kanak représentent seulement 41,2 % de la population. D'où les manœuvres de l'État français pour empêcher ce qui risquait d'advenir. Il a imposé, pour le troisième referendum une date, fin 2021, très proche de celle du deuxième et

alors que le Covid avait lourdement affecté la population, malgré l'opposition des indépendantistes qui ont appelé au boycott de ce scrutin. Puis la réforme du corps électoral aujourd'hui contestée. Il ne reste plus au pouvoir colonial que l'atout que représente pour lui la population d'origine européenne dont une grande partie profite des privilèges du colonialisme.

La continuité du pouvoir colonial

Les jeunes qui tiennent les barrages ne sont pas des « émeutiers » assoiffés de violence comme les présente la propagande gouvernementale, tous alcoolisés et drogués. Ils sont organisés et bénéficient du soutien de la population pauvre. Le CCAT, comité de coordination des actions sur le terrain, la frange la plus radicale du FLNKS n'a rien de « mafieux » et la révolte actuelle est nourrie de l'histoire des luttes passées.

La grande révolte des années 80, de 1984 à 1988, a eu comme origine les espoirs que la venue au pouvoir de Mitterrand et de l'Union de la gauche avait fait naître en 1981 puis la désillusion qui s'en était suivie lorsque le gouvernement avait fait voter par l'Assemblée nationale en juin 1984 le statut Lemoine censé ouvrir la voie vers l'indépendance en prévoyant un referendum de toute la population de Nouvelle-Calédonie alors que les indépendantistes réclamaient un corps électoral restreint. D'où le boycott des élections territoriales en novembre 1984. Le 5 décembre 1984, dix militants indépendantistes sont tués par des anti-indépendantistes à Hienghène. En 1985, quand Eloi Machoro est assassiné par le GIGN, avec un de ses camarades, l'annonce de sa mort par le maire de Nouméa, Roger Laroque est saluée par la foule avec des cris de joie. Le massacre d'Ouvéa, où 19 indépendantistes sont massacrés, le 5 mai 1988, se produit pendant la pré-

mière cohabitation alors que Chirac est Premier ministre et Mitterrand président de la République, et en tant que tel chef des armées. Gauche et droite, successivement ou ensemble, ont mené la même politique, piétinant les droits des kanak pour que l'État français, la bourgeoisie française gardent le contrôle de sa colonie.

Pour le droit à l'autodétermination des kanak

Aujourd'hui, pas plus qu'il y a quarante ans, le pouvoir colonial ne reculera devant aucune fourberie ni violence pour maintenir sa domination sur la Nouvelle-Calédonie comme aussi sur Mayotte, La Réunion, les Antilles.

Les privilèges accordés à la population d'origine européenne ne sont pas la raison fondamentale du maintien de l'oppression coloniale. L'Etat français s'en sert pour s'assurer une masse de manœuvre contre les kanak et les autres populations d'origine océanienne. Il veut conserver par contre la possession des richesses de l'archipel, le nickel dont il voudrait aujourd'hui reprendre le contrôle pour le compte d'industriels, les richesses en ressources maritimes et la position stratégique que représente la Nouvelle Calédonie dans cette région du monde disputée entre les Etats-Unis et la Chine.

Le droit des kanak à disposer d'eux-mêmes repose sur leurs luttes, sur la solidarité que nous pouvons leur apporter, mais il dépend aussi et peut-être surtout de nos combats pour renverser, ici, le pouvoir colonial, notre Etat, notre bourgeoisie pour en finir avec l'exploitation et l'oppression sociales et nationales, substituer au pillage et au brigandage qui régissent les relations internationales, une libre coopération entre les peuples qui garantisse le droit à l'autodétermination.

Galia Trépère

Les crimes de Nétanyahou sont ceux de l'État sioniste, les crimes sans fin de ses commanditaires occidentaux

« Sur la base des éléments de preuve recueillis et examinés par mon bureau, j'ai des motifs raisonnables de croire que Benyamin Nétanyahou, le premier ministre d'Israël, et Yoav Gallant, le ministre de la défense d'Israël, portent la responsabilité pénale de crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis sur le territoire de l'État de Palestine (dans la bande de Gaza) à partir du 8 octobre 2023 au moins », c'est en ces termes que le procureur général de la Cour Pénale Internationale (CPI), Karim Khana, a requis des mandats d'arrêt internationaux contre Benyamin Nétanyahou et le ministre de la défense, Yoav Gallant. Invoquant une égalité formelle et morale devant la loi, le procureur a requis aussi des mandats d'arrêts contre trois dirigeants du Hamas.

Vendredi, la Cour Internationale de Justice de La Haye, la plus haute instance judiciaire de l'ONU, a ordonné à Israël d'arrêter « immédiatement » son offensive militaire à Rafah et de permettre un accès « sans restriction » à

l'aide humanitaire tout en exigeant la « libération immédiate et inconditionnelle » des otages.

La démarche de la CPI a soulevé un déferlement d'hostilité et de haine de la part des dirigeants sionistes, « une mesure politique qui encourage les terroristes dans le monde entier » pour le président israélien, Herzog ; « un crime historique » pour Benny Gantz, membre du cabinet de guerre, « opposant » à Nétanyaou, pour qui « placer les dirigeants d'un pays qui se bat pour protéger ses citoyens sur le même plan que des terroristes assoiffés de sang est un aveuglement moral ». « Le mandat absurde et fallacieux du procureur de La Haye est dirigé non seulement contre le premier ministre et le ministre de la défense israéliens, mais contre l'État d'Israël tout entier », dénonce Nétanyahou qui s'identifie à l'État sioniste pour tenter de retourner la situation en sa faveur, non sans succès puisque la totalité des élus sionistes à la Knesset, le Parlement, ont voté un texte dénonçant la CPI.

Nétanyahou espère conjurer la crise politique dont il est le centre en revendiquant avec arrogance la logique du sionisme et de sa guerre génocidaire pour obliger chacun à s'y plier.

Après la décision de la CIJ, Israël a bombardé Rafah et le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, membre de l'extrême droite et partisan acharné d'une offensive sur Rafah, déclarait : « *l'histoire jugera ceux qui se tiennent aujourd'hui aux côtés des nazis du Hamas Daech* ».

Pour l'État sioniste, la simple reconnaissance d'un État palestinien est un acte d'antisémitisme. Son gouvernement vient de rappeler ses ambassadeurs en Irlande et en Norvège qui ont reconnu dans une déclaration commune avec l'Espagne l'existence d'un État palestinien, une « récompense pour le terrorisme » selon Nétanyahou.

Les USA désavouent la CPI et revendiquent leur propre culpabilité

Le gouvernement américain et le gouvernement britannique ont eux aussi dénoncé avec véhémence la décision de la CPI qui, pour la première fois, inculpe deux dirigeants d'un pays faisant partie du camp occidental. Même si les décisions de ces instances judiciaires internationales sont sans effet pratique, elles constituent, de fait, une remise en cause du consensus occidental de soutien à la guerre d'Israël, à l'État sioniste et de la prétention du bloc occidental de faire l'opinion mondiale. De fait, elles font écho et renforcent l'indignation, la colère et la révolte qui s'expriment et se manifestent à travers la planète et contribuent à mettre en échec la politique des grandes puissances occidentales visant à façonner, par la propagande et la répression, une opinion favorable au sionisme et au militarisme.

En réponse à la décision de la CPI, « scandaleuse », Biden s'est empressé de rassurer ses amis sionistes, « *il n'y a pas d'équivalence -aucune- entre Israël et le Hamas. Nous nous tiendrons toujours aux côtés d'Israël contre les menaces à sa sécurité* ». Le secrétaire d'Etat, Antony Blinken, plus cynique encore, a accusé la CPI de « *compromettre les efforts en cours pour obtenir un accord de cessez-le-feu qui permettrait la libération des otages et une hausse de l'aide humanitaire* ». Leur arrogance ne peut masquer la folie de leur surenchère belliciste qui les entraîne dans une fuite en avant dont ils ont perdu la maîtrise.

Au lendemain d'une visite en Arabie saoudite, Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale américain, a voulu « *réaffirmer la nécessité pour Israël de lier ses opérations militaires à une stratégie politique qui permet d'assurer la défaite durable du Hamas, la libération des otages et un futur meilleur pour Gaza* ». Ce « *futur meilleur* » ainsi que cette « *stratégie politique* » sont un leurre. Les USA essayent de sortir de l'impasse de la guerre en tentant de normaliser des relations entre l'Etat sioniste et l'Arabie saoudite qui leur est indispensable pour espérer pouvoir stabiliser la situation au Moyen-Orient. Il s'agit de relancer la politique engagée avec les accords d'Abraham, la construction d'un grand Israël garantissant aux USA la

domination sur le Moyen-Orient grâce à un accord économique-politique avec les régimes arabes en neutralisant, si possible, l'Iran pour pouvoir gérer la poursuite incertaine de la guerre. La monarchie saoudienne ne demande qu'à poursuivre sa participation à la politique des USA du moins si la guerre et la politique de l'État sioniste leur en laisse la possibilité.

Crise politique en Israël et tournant dans la guerre dont il n'est plus possible de masquer les objectifs génocidaires

Le gouvernement israélien sans plan, incapable même de définir ses propres objectifs pour sortir de la guerre, « *le jour d'après le Hamas* » dit-il, est obligé d'improviser pour répondre aux demandes des USA et se divise entre rivalités personnelles et faillite politique.

Benny Gantz a posé un ultimatum en affirmant qu'il se retirerait du cabinet de guerre si un « *plan d'action* » incluant l'après-guerre dans la bande de Gaza n'était pas fixé et approuvé avant le 8 juin prochain. « *Si vous choisissez de suivre la voie des fanatiques et de plonger l'ensemble du pays dans l'abîme, nous serons obligés de démissionner du gouvernement* ». L'un des « *objectifs* » du plan doit être « *la mise en place d'une administration américano-européano-arabo-palestinienne qui gèrera les affaires civiles* » à Gaza « *et posera les fondations d'une solution future qui ne soit ni le Hamas ni Abbas* ». Une vue de l'esprit hypocrite et cynique qui ferme les yeux sur la réalité du drame palestinien. Pour Yoav Gallant, ministre de la défense, « *un régime militaire à Gaza deviendrait le principal effort sécuritaire et militaire de l'Etat d'Israël dans les années à venir, au détriment des autres domaines. Le prix à payer serait l'effusion de sang et les victimes, ainsi qu'un lourd tribut économique* ». Un regard lucide sur l'impasse de la guerre qui n'a d'autre issue que sa continuation, ce qu'une fraction de militaires ne veulent pas assumer...

Nétanyahou n'a pas d'autre politique que celle que redoute Yoav Gallant, pas d'autre plan que celui de l'extrême-droite qui veut imposer l'occupation de Gaza et sa recolonisation. Ce qui veut dire la poursuite de la guerre condamnant les gazaouis à un exil sans terre d'accueil, la conséquence criminelle de l'offensive engagée à Rafah avec l'accord des USA et la poursuite de la guerre au Nord et l'occupation de la Cisjordanie.

La logique de la guerre sioniste exacerbe les contradictions à l'œuvre, laisse la direction des opérations à l'extrême droite qui enferme la population israélienne dans le piège mortel d'une guerre sans fin.

La guerre d'Israël connaît un tournant. Non que les décisions des institutions internationales soient contraignantes mais elles affaiblissent la position d'Israël et de ses alliés qui sont obligés d'assumer vis à vis de l'opinion mondiale les objectifs réels de leur guerre, de l'afficher à la face des peuples du Moyen Orient et du monde, la liquidation de la question palestinienne, c'est à dire l'extermination du peuple palestinien privé de toute possibi-

lité d'exister. Tous les gouvernements sont mis devant leur responsabilité, le sort des Palestiniens devient plus que jamais une question internationale.

La condition pour en finir avec la guerre, en finir avec le sionisme

La crise politique ouverte en Israël n'a en réalité, sur le fond, que deux issues possibles : celle de l'extrême droite sioniste qui a aujourd'hui la main ou celle de la révolte des peuples alliés aux Palestiniens contre le sionisme, les régimes arabes, l'Iran théocratique et le Hamas. La seule alternative serait que les populations refusent d'être les otages de politiques qui ne servent que les intérêts des grandes puissances occidentales, des USA, de leurs amis en Israël et dans le monde arabe.

La question palestinienne incarne la faillite de la politique des grandes puissances occidentales au Moyen-Orient qui ont rompu tout équilibre au profit d'un état de guerre permanent.

La mort dimanche dans un crash d'hélicoptère du président iranien Ebrahim Raïssi, surnommé le boucher de Téhéran, celui qui avait accentué la répression contre les femmes cherchant à se libérer de leur foulard et les hommes qui les soutenaient et qui était appelé à succéder au guide suprême Ali Khamenei, pourrait accentuer l'instabilité. Le régime théocratique iranien est cimenté par la terreur mais c'est aussi sa fragilité face à la colère

populaire, à l'instabilité et la pression de l'environnement politique et militaire. Le plus probable est que la dictature se perpétue et se renforce comme, en Israël, l'extrême droite réussira à renforcer son pouvoir mais la rupture, le fossé entre les aspirations des populations, des travailleurs, des jeunes, des femmes et les dictatures s'approfondit.

Ces évolutions permettent d'entrevoir où se trouve la réponse au drame palestinien, celui aussi des masses du Moyen-Orient. Un soulèvement contre le régime des Mollahs, son renversement pourraient ouvrir la voie à la révolte des masses arabes, relancer le processus des révolutions arabes, ouvrir une brèche démocratique pour les travailleurs en particulier les travailleurs arabes d'Israël contre la dictature des forces sionistes.

Une telle perspective n'est certes pas immédiate, mais elle est inscrite comme une possibilité qui surgira du chaos engendré par la guerre d'Israël et des USA qui creuse le tombeau du sionisme ainsi que des dictatures arabes dont ce dernier est le point d'appui, relais de la domination américaine. Cette révolte des masses arabes, palestiniennes et israéliennes est en réalité la seule perspective progressiste, démocratique, pour le Moyen-Orient ainsi que pour le monde entier face à la menace de mondialisation de la guerre.

Yvan Lemaitre

Contre l'extrême droite au service de l'offensive capitaliste réactionnaire et militariste, les travailleurs ont besoin de leur propre politique pour changer le monde

J eudi soir, le duel entre Attal et Bardella s'est largement apparenté à un « duo » pour reprendre le mot de Manon Aubry, duo entre deux clones tant l'un et l'autre ont voulu se montrer le plus responsable « pour l'économie », c'est-à-dire les intérêts des patrons. La rivalité a porté sur des nuances de plus ou moins de protectionnisme et de mesures soutenant les capitalistes. Quant à l'immigration, ils étaient sur le même terrain de la fermeture des frontières, Attal se félicitant d'avoir expulsé plus de migrants que d'autres pays, concédant « *je vous rejoins, ce n'est pas suffisant* ». Au-delà de la concurrence entre les deux arrivistes d'appareil, le débat a surtout illustré la convergence réactionnaire entre les partis libéraux et l'extrême-droite qui est à l'œuvre partout en Europe.

Sur l'ensemble de l'UE, les sondages annoncent des résultats très élevés pour les extrêmes-droites qui représenteraient près d'un quart des suffrages (5 points de plus qu'en 2019), et 38 % en France (RN et Reconquête), 39 % pour le parti d'Orban en Hongrie, 27 % pour le FPÖ en Autriche, autant pour Meloni en Italie... La réaction s'ap-

prête à déferler électoralement le 9 juin et les leaders de ces partis affichent leurs appétits pour la suite, préparant recompositions et alliances.

Les inquiétudes ne peuvent que grandir devant ces évolutions, d'autant plus qu'une large fraction des médias, aux ordres des classes dominantes, ont fait le choix de mettre en scène l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite comme inévitable, inscrite dans l'ordre des choses.

Il n'en est rien.

L'offensive capitaliste qui enfante l'extrême-droite provoque aussi à l'opposé une profonde colère au sein du monde du travail, de la jeunesse, des femmes, dont témoignent les grèves et mobilisations. Il y a des forces de contestation qui se mobilisent, contre les attaques antisociales, contre la guerre, une partie de l'opinion qui refuse le repli national et rejette le racisme, avec qui il s'agit d'engager une large discussion pour construire des perspectives radicales, c'est-à-dire qui s'attaquent à l'origine de la menace en opposant les intérêts de classe du monde du travail à ceux de la minorité capitaliste.

L'extrême droite au pouvoir ou à ses portes, produit de l'offensive du capital

C'est la faillite du capitalisme mondialisé et l'offensive des classes dominantes pour maintenir leurs profits, la mise en œuvre de politiques de plus en plus autoritaires et sécuritaires, qui ont créé les causes sociales et politiques de la montée de l'extrême-droite, de forces populistes.

Le durcissement de l'affrontement de classe pour l'appropriation des profits, provoqué par l'absence de croissance et de possibilité d'expansion des marchés, se traduit par une surexploitation des ressources de la planète et des travailleurs, par l'inflation, la surexploitation dans la production, l'appauvrissement, l'explosion du chômage. Et sur le plan des relations internationales, par une exacerbation de la concurrence, les tensions militaristes, les guerres.

Pour l'imposer et faire face aux ravages de leurs politique, à la décomposition sociale qu'elle engendre, les classes dominantes et leurs Etats n'ont pas d'autre choix que des politiques autoritaires, sécuritaires qui créent le terrain favorable aux forces de plus en plus réactionnaires alors que les partis à leur service se sont discrédités. Dans la décennie qui a suivi le début de la grande récession de 2008-2009, on a vu le retour du FN-RN au 2nd tour de la présidentielle en 2017 et 2022, et être le premier parti aux européennes en 2019. Et les arrivées au pouvoir d'Orban en 2010, Trump 2017, Bolsonaro 2019, Meloni 2022, Milei 2023...

Les partis de droite qui prétendaient s'opposer à l'extrême-droite sont disponibles à gouverner et à s'allier avec elle. La présidente de la Commission européenne et leader de la droite au Parlement européen, von der Leyen, a réaffirmé cette option, en direction du groupe de Meloni, puisqu'elle est « pro-européenne, contre Poutine et favorable à l'Etat de droit ». Toutes deux ont affiché leurs objectifs communs : renforcer l'Europe forteresse, fermer les frontières, durcir la chasse aux migrants. Et aux Pays-Bas, le parti libéral allié de Macron au Parlement européen vient de signer un accord de gouvernement... avec le parti d'extrême-droite allié du RN.

Le RN poursuit sa mue en parti de gouvernement, médiatisant cette semaine sa rupture avec l'AfD allemand, trop peu fréquentable. Le Pen a eu droit fin février à sa tribune dans *Les Echos*. Comme l'écrivait dans *Médiapart* Romaric Godin : « *Sa diffusion même dans un journal dirigé par l'homme le plus riche de France, Bernard Arnault, vaut bénédiction.* » Elle y défend une politique contre le « *mur de la dette* », promettant « *une stratégie nationale* » mettant l'Etat au service des capitalistes nationaux, dans la continuité de la « *dédiabolisation* » engagée depuis 2017 pour convaincre les sommets de la finance et du patronat, pour lesquels elle a abandonné frexit et sortie de l'euro. Par contre, souverainisme, protectionnisme, guerre aux migrants, xénophobie et attaques contre les « *assistés* » n'ont rien de diabolique pour les classes dominantes, c'est ce qu'elles exigent.

La logique même du rapport d'exploitation capitaliste à l'œuvre

Mus par les mêmes ambitions de pouvoir et soumis au service des classes dominantes dont ils partagent les conceptions, les préjugés d'une classe parasite et minoritaire, ces partis sont prêts à diriger ensemble ce système où la guerre sociale se prolonge par la guerre sur les champs de bataille. Le durcissement des rapports d'exploitation exige un recul des libertés, des droits, une logique de militarisation de la société et de la production, les étapes d'un processus de fascisation.

Finie l'époque où les grands patrons et leurs médias soutenaient le « *front républicain* » pour ériger « *une digue* » contre le FN. L'heure est au front réactionnaire des politiciens, dirigeants des médias, couches privilégiées... de plus en plus nombreux à craindre l'avenir de leur propre système. Pour sauver leurs privilèges, ils veulent faire taire, soumettre toute contestation, la société, à leurs préjugés de classe, nationalistes, militaristes, racistes, sexistes, le règne du fric et le mépris des pauvres et des travailleurs qui tirent la société en arrière... Ils flattent les ressentiments, les frustrations, la peur du déclassement et du chaos que provoque l'essoufflement du capitalisme. Les uns distillent, les autres martèlent la haine des musulmans ou supposés l'être, et des migrants, stigmatisés comme boucs-émissaires et pourchassés avec les politiques de fermeture des frontières.

Ils se donnent les moyens idéologiques et matériels, avec le renforcement des forces de répression, de soumettre les classes populaires. Ils cherchent à les diviser, affrontent la colère et les révoltes que leur politique provoque. On l'a vu contre la jeunesse dans les banlieues, face aux Gilets jaunes, aux travailleurs en lutte, aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie.

L'impasse désarmante et faillie de la gauche

Face à ces évolutions, la gauche essaie de faire oublier qu'elle porte une lourde responsabilité dans la montée de l'extrême-droite. Glucksmann, pour le PS, prétend sans rire « *incarner la résistance à cette vague d'extrême-droite en train de s'abattre sur nos nations* ». Mais en plaçant pour la guerre, l'ordre et un souverainisme européen, il s'inscrit pleinement dans la défense du parasitisme des classes dominantes, qui est la cause profonde de sa montée.

De leur côté, 70 organisations, dont la LDH, Attac, CGT, FSU ont publié mi-mai une tribune « *Ne choisissez pas l'extrême droite pour exprimer votre colère* ». Elles appellent « *à ne pas se résigner et à une mobilisation contre les inégalités sociales et territoriales* ». Signée par d'anciens ministres de Hollande, Duflot et Hamon, le texte fait disparaître la responsabilité de la gauche pour refaire le coup du rassemblement électoraliste des « *démocrates, républicains et humanistes – quelle que soit leur couleur politique* ». Mais partout où ces alliances « *républicaines* » ont gouverné, comme en Italie par exemple, elles ont préparé le terrain de l'extrême-droite.

Pour LFI, Manon Aubry se revendique aussi de « *la résistance et de l'alternative* » face à l'extrême-droite. Mais elle insiste tant sur son sens des responsabilités militaristes, rappelant ses votes en faveur de l'armement et de la guerre en Ukraine, qu'il ne peut y avoir de doute sur le fait que leur « *souverainisme de gauche* » rejoint le souverainisme de droite et ne remet nullement en cause ni l'Etat, ni « *la patrie* », ni les rapports d'exploitation, responsables de la montée de l'extrême-droite.

Rejetant la question de l'affrontement avec le capital, la gauche enferme les mobilisations dans l'impasse d'un antifascisme proclamatoire impuissant, masque d'une soumission à l'ordre établi et démoralisant qui laisse la place aux forces réactionnaires.

Face au danger d'un nouveau fascisme, s'attaquer aux causes, lutter pour conquérir la démocratie, le pouvoir des travailleurs

Sophie Binet, interviewée par Edwy Plenel sur *Médiapart* le 17 mai, explique que « *face à l'extrême droite, il est minuit moins le quart* » et en appelle, elle aussi, au rassemblement de ceux qui se reconnaissent dans « *l'humanisme radical* » du Conseil national de la résistance. Elle décrit « *un basculement du capitalisme qui devient franchement autoritaire, pour qui la démocratie est un problème, ils ont besoin de faire alliance avec l'extrême droite pour pouvoir continuer à s'accaparer nos richesses* ».

Oui, l'arrivée éventuelle aux affaires du RN, son intégration dans le jeu politicien voire dans une combinaison gouvernementale serait un grave recul même si elle ne représenterait pas en elle-même, immédiatement, un « *nouveau fascisme* » armé pour engager la guerre pour vaincre le monde du travail. Mais cette simple probabilité constitue une menace et un avertissement au sens où elle représenterait une étape vers la militarisation de la société, de la production, du monde du travail que porte en elle la faillite irréversible du capitalisme.

Combattre ce danger, c'est dès maintenant combattre la droite et l'extrême-droite, la politique du CAC 40 et de ses serviteurs, mais aussi la gauche intégrée au système qui lui pave la route. Si, pour reprendre les mots de Sophie Binet, « *la démocratie est un problème* » pour le capitalisme, alors c'est bien l'affrontement avec lui pour conquérir la démocratie qui est à l'ordre du jour, et pas une alliance électorale pour le gérer comme elle le propose.

Pour armer les luttes et l'unité des classes populaires face au danger, il s'agit de comprendre les mécanismes sociaux qui ont porté, dans le passé, le fascisme au pouvoir. L'histoire ne se répète pas mais ses leçons sont indispensables pour ne pas subir à nouveau la politique des classes réactionnaires. Trotsky expliquait en 1935 : « *La bourgeoisie a conduit sa société à la faillite. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut plus désormais supporter l'ordre démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers par la violence physique. Or il est impossible de venir à bout du*

mécontentement des ouvriers et des paysans au moyen de la seule police ; il est trop souvent impossible de faire marcher l'armée contre le peuple, car elle commence à se décomposer et cela se termine par le passage d'une grande partie des soldats du côté du peuple. C'est pour ces raisons que le grand capital est contraint de constituer des bandes armées spécialisées, dressées à la lutte contre les ouvriers, comme certaines races de chiens contre le gibier. La signification historique du fascisme est qu'il doit écraser la classe ouvrière, détruire ses organisations, étouffer la liberté politique, et cela précisément au moment où les capitalistes sont incapables de continuer à dominer et à diriger par l'intermédiaire du mécanisme démocratique. » (Où va la France ? 1935)

C'est cette compréhension qui est indispensable pour formuler aujourd'hui une politique en toute lucidité. Comprendre que les évolutions du capitalisme conduisent vers le moment extrême de la lutte de classe où entre le grand capital et la classe ouvrière, une classe doit vaincre l'autre. De ce fait, l'antifascisme, s'il ne veut pas se limiter à des proclamations morales impuissantes, n'a de sens que comme une lutte globale contre les causes, le système qui l'engendre.

La lutte contre l'extrême-droite et la menace d'un nouveau fascisme est une lutte sociale et politique, autour d'un programme pour gagner les masses à la défense de leurs propres intérêts contre ceux qui voudraient dévoyer leur colère. Nous avons besoin de l'unité la plus large pour nous défendre contre les agressions de l'extrême droite mais aussi de la clarté et de la fermeté politiques les plus déterminées.

Prétendre unir les classes populaires autour de leur propre programme c'est d'abord réunir le mouvement ouvrier internationaliste pour porter le programme de l'émancipation collective, la révolution pour renverser le capitalisme au profit d'une autre organisation de la production, démocratique et débarrassée de la propriété privée du capital, le socialisme, une conquête du pouvoir qui seule pourra assurer la paix et la démocratie.

Ces perspectives peuvent apporter aussi des réponses aux couches de la petite-bourgeoisie déclassées, ruinées ou en voie de l'être. Elles sont les seules réponses aux poisons réactionnaires qui gagnent une fraction des classes populaires, avec le manque d'avenir, la décomposition sociale, le désespoir.

Il n'y a aucune fatalité, les classes exploitées et opprimées peuvent faire l'histoire, tout dépend d'elles. Les évolutions du capitalisme créent les conditions d'un renouveau du mouvement ouvrier et ouvrent de nouvelles perspectives révolutionnaires. Pour aboutir, les luttes collectives ont besoin d'un programme fondé sur la conscience que les combats engagés conduisent à un affrontement avec l'Etat, à la contestation du pouvoir pour prendre en main la marche de la société.

François Minvielle